



## Un monde sans faim. Gouverner la sécurité alimentaire

Sous la direction d'Antoine Bernard de Raymond et Delphine Thivet, Presses de Sciences Po, 2021

*Note de lecture réalisée par Pierre-Léo Rouat*

Cette recension bibliographique a été produite dans le cadre du séminaire SciencesPo « Politiques publiques et enjeux agricoles dans les Suds ». Ce cours entend fournir des clefs de compréhension et d'analyse autour des questions suivantes : comment penser le politique dans le secteur agricole et rural ? Qui gouverne les processus de fabrication des politiques publiques de ce domaine d'action dans les pays des Suds ? Quels sont les jeux d'acteurs autour des questions agricoles et rurales et comment les analyser ? Le cours est structuré autour d'études de cas, issues de travaux en cours des membres de l'équipe IRAM ([www.iram-fr.org](http://www.iram-fr.org)) et de chercheurs de l'UMR ART-Dev du CIRAD. Il est coordonné par François Doligez et Robin Petit-Roulet. Il a également fait l'objet d'une relecture de Jonas Jaccard (SOS Faim Belgique) en tant que membre du Comité des publications d'Inter-réseaux.

Publié en 2021 aux Presses de Sciences Po, *Un monde sans faim* est un ouvrage très dense dont l'ambition principale est de décrire les glissements institutionnels et théoriques qui se sont produits dans le sillage de la crise alimentaire mondiale de 2008. La publication est dirigée par deux sociologues des institutions, Antoine Bernard de Raymond et Delphine Thivet. Le premier est spécialiste de la sociologie économique et de la sociologie du droit. Il est chercheur au sein de l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement et à l'Université de Bordeaux. Il est l'auteur de nombreux articles académiques sur l'insécurité alimentaire et le fonctionnement des marchés agricoles et il a précédemment collaboré avec plusieurs co-auteur-e-s d'*Un monde sans faim* - dont Gilles Tetart et Arlène Alpha - pour des publications portant sur les évolutions des risques systémiques de l'insécurité alimentaire et l'utilisation des organismes génétiquement modifiés. Il est l'auteur du chapitre 2 portant sur les stratégies de compétitivité agri-tech illustré par l'exemple du *UK Global Food Security programme*. Ce chapitre s'inscrit dans la continuité des travaux qu'il a pu-

bliés en 2015-2018<sup>1</sup>. La seconde est chercheuse au centre Maurice Halbwachs (ENS Paris). Titulaire d'un doctorat de philosophie politique, elle est également auteure d'une thèse de sociologie des institutions portant sur le mouvement paysan *La Via Campesina* (2015). Elle y révèle les difficiles compromis que celui-ci a dû faire afin d'« internationaliser sa lutte » et de siéger au sein d'instances internationales, dont l'ONU. La plupart de ses travaux récents porte sur l'agroécologie, l'accès au foncier dans les zones rurales, la place de l'innovation dans les systèmes agroalimentaires, ainsi que l'alimentation en Inde. Elle est d'ailleurs l'auteure du chapitre portant sur l'institutionnalisation du droit à l'alimentation en Inde, à la confluence de deux de ses champs d'expertise<sup>2</sup>.

### Une analyse en neuf chapitres

*Un monde sans faim* rassemble neuf chapitres rédigés par quinze chercheurs et chercheuses, principalement des sociologues et politologues français, tandis que l'auteur de la postface, François Collart Dutilleul, est juriste. Le chapitre 3 constitue une exception puisqu'il est corédi-

1. En 2015, il publiait un article sur ce programme : *The UK Global Food Security Programme (Risk and Regulation)*.

2. L'institutionnalisation de mouvements de lutte accédant aux arènes décisionnelles (*La Via Campesina*) et le droit à l'alimentation en Inde.

gé par trois auteures non françaises : la juriste canadienne Nadia Lambek, la chercheuse en sciences politiques britannique Priscilla Claeys auteure de publications sur la *Via Campesina* et issue de l'humanitaire, et Jessica Duncan, chercheuse néerlandaise qui a publié un livre en 2015 sur la réforme du Comité de la sécurité alimentaire mondial<sup>3</sup>. Mmes. Claeys et Duncan ont aussi conduit une évaluation indépendante d'un des organes de ce comité en 2018<sup>4</sup>. Cette interdisciplinarité à dominance sociologique explique l'approche « théorie critique » de l'ouvrage. L'objectif est de déterminer comment les structures de pouvoir se mettent en place en matière de lutte contre l'insécurité alimentaire et de promotion du productionnisme, sur la base d'outils méthodologiques et de grilles de lecture théoriques au carrefour des sciences sociales. La théorie néo-institutionnaliste, en vertu de laquelle les institutions luttent pour leur survie et leur légitimité, sans être ouvertement désignée, affleure à travers l'ouvrage. Les méthodes utilisées sont aussi plurielles, alliant collectes de données empiriques (observation participante sur longue période), entretiens exploratoires, recherches bibliographiques sur la base de documents inédits, etc. L'ouvrage a été bien accueilli par la critique, la sociologue Nathalie Kapko le qualifiant de « très bon » dans un billet publié fin 2021.

Le premier chapitre explique comment le modèle néolibéral cherche à affirmer sa primauté à travers la modélisation et l'imposition d'un cadre théorique bien défini, ce qui a pour effet de verrouiller le débat. Les chapitres 2 et 4 montrent comment la Global Food Security a été présentée comme solution à la crise alimentaire de 2008, un phénomène exacerbé par l'« élargissement du champ institutionnel », une notion définie comme un réseau d'organisations partageant un faisceau de valeurs et adoptant un discours et des pratiques similaires. Le chapitre 3 pointe ainsi les limites de la réforme du Comité de la sécurité alimentaire mondial (CSA) avec une participation de la société civile certes accrue, mais en perte de puissance par rapport au secteur privé. Le chapitre 5 détaille la domination des grands groupes agroalimentaires au sein des plateformes multi-acteurs pour la sécurité alimentaire, lesquelles cherchent à attirer les grands groupes en faisant valoir l'important marché de la nutrition et le gain d'image que ceux-ci pourraient en tirer. Le chapitre 6 analyse la hausse des investissements dans les terres agricoles, qui se sont accélérés suite à la crise de 2008. Celle-ci a en effet ravivé les stratégies nationales d'auto-suffisance alimentaire notamment dans les pays du Golfe, soit de façon délocalisée avec l'acquisition de terres à l'étranger, soit via des prises de

participation dans des groupes agroalimentaires. Les chapitres 7 et 9 présentent deux études de cas : celle du programme « Fome Zero » mis en place au Brésil à partir de 2003 et le processus de constitutionnalisation du droit à l'alimentation en Inde en 2013, résultat de tendances longues qui sont analysées. L'ambivalence du programme brésilien est mise en lumière, avec une quasi-éradication du problème de la faim atteinte au prix de compromissions avec les grands groupes agroalimentaires. Le renforcement de la place de ces derniers expliquerait notamment les scandales de corruption impliquant le secteur agroalimentaire à la fin des années 2010 et entraînant la destitution de Michel Temer, auquel succède Jair Bolsonaro, également proche de l'industrie agroalimentaire. En second lieu, l'inscription du droit à l'alimentation dans le droit positif indien est décrite comme la résultante d'une intense mobilisation de la société civile. Elle est fréquemment reprise en exemple dans les arènes internationales et par d'autres pays en voie de développement. Cependant, elle s'inscrit dans un double contexte particulier avec la constitution de 1950 qui proclame l'indivisibilité entre les droits civils et politiques d'une part, et des droits économiques et sociaux d'autre part ; et la mise en place de la révolution verte à partir des années 1960, suivie par des réformes de libéralisation dans les années 1990. Le chapitre 8 souligne les évolutions en matière d'aide internationale et de sécurité alimentaire à la suite de la crise au Niger en 2005 et la prise de conscience du caractère persistant et multifactoriel de l'insécurité alimentaire. Deux réactions émergent avec d'une part l'internalisation des critiques au profit de solutions technologiques et d'autre part l'apparition de programmes centrés autour de la notion de résilience. Ce dernier aspect est illustré par l'exemple du Burkina Faso.

### **Une analyse alternative de la crise alimentaire de 2008**

Les émeutes de la faim ayant émaillé l'année 2008 constituent le point d'entrée de l'ouvrage. Celui-ci délivre en premier lieu une explication à rebours de celles avancées par les organisations internationales (et notamment la FAO) et des États donateurs. La crise alimentaire a été l'occasion d'un regain d'intérêt des bailleurs de fonds pour l'aide au développement destinée à l'agriculture et elle s'est accompagnée de réformes institutionnelles. En 2008, la Banque mondiale reconnaît par exemple l'erreur qui a été commise de ne pas assez prendre en compte ce secteur dans les projets d'aide au développement et dans ses publications de manière générale. Les contributions des pays membres de l'OCDE aux institutions multilatérales pour des projets d'aide

3. Global Food Security Governance: Civil society engagement in the reformed Committee on World Food Security, Routledge Book (2015).

4. Celle-ci portait sur le Mécanisme pour la Société Civile, qui en était le commanditaire.

au développement liés au secteur agricole<sup>5</sup> sont passées d'1,8 Md de dollars en 2007 à 3,5 Mds en 2011. Cette hausse a été tirée par les principaux pays exportateurs de denrées : États-Unis, Allemagne, Pays-Bas, France. L'ouvrage dirigé par Bernard de Raymond et Delphine Thivet replace cette situation dans son contexte historique afin d'en comprendre les causes et les conséquences.

Au début des années 1970, les famines répétées (Sahel, Éthiopie, Bangladesh) avaient conduit les institutions multilatérales à encourager les industries agroalimentaires à produire davantage, alors même que de telles mesures étaient à l'origine de la situation<sup>6</sup>. Ainsi, les mesures prises sous l'impulsion du FMI ont conduit à des émeutes de la faim dans les années 1980 dans de nombreux pays ayant connu des programmes d'ajustement structurel, dont l'Argentine et le Costa Rica. En cause, la diminution des subventions alimentaires et des mesures incitant à l'exportation de la production agricole. Un monde sans faim s'interroge sur la résurgence d'une situation similaire avec la crise de 2008, laquelle sert aux firmes transnationales de justification pour l'adoption de réformes néolibérales. L'ouvrage fait ainsi écho aux travaux de Naomi Klein<sup>7</sup>, qui soutient que les chocs psychologiques provoqués par les crises sont l'occasion de mettre en place des réformes néolibérales que le peuple n'aurait pas acceptées en situation normale.

Dès 2008, en effet, la plupart des organisations internationales dont la FAO et les forums de coopération G20 et G8 ont expliqué la crise par une insuffisance de la production. Dans une perspective libérale simpliste, la hausse des cours des denrées ne peut s'expliquer que par une insuffisance de l'offre, qui ne peut répondre à une demande grandissante. Remettant au goût du jour le malthusianisme, les partisans de cette théorie affirment que la production ne s'est pas accrue suffisamment rapidement pour faire face à la croissance démographique. Dans leur article *Food Security: The Challenge of Feeding 9 Billion People* cité plus de 10 000 fois, Godfray et al. sont optimistes : si une pression croissante va tendre à s'exercer sur le foncier, l'eau et l'énergie, « le monde peut produire plus de nourriture et peut s'assurer qu'elle soit utilisée plus efficacement et équitablement<sup>8</sup> ». Ce diagnostic est aussi partagé par plusieurs gouvernements de pays donateurs, dont le Royaume-Uni. Le Conseiller

5. La base de données de l'OCDE inclut également dans cette rubrique l'aide au « développement rural », qui inclut des volets de sécurité alimentaire et de renforcement des capacités des acteurs ruraux.

6. Les auteurs évoquent à plusieurs reprises l'excédent de la production agricole à la fin des années 2000 malgré la crise apparente, ce qui laisse à penser que les auteurs ont une interprétation post-marxiste de la crise non assumée (les spéculations sur les denrées constitueraient sans doute le stratagème de réaction à un accroissement de l'offre).

7. Naomi Klein (2007), *The Shock Doctrine: The Rise of Disaster Capitalism*.

8. Traduction de l'auteur de la note à partir de l'anglais.

scientifique en chef auprès du gouvernement britannique John Beddington<sup>9</sup> estime qu'en plus du fossé croissant entre l'offre et la demande, les tensions sur les autres ressources (eau, phosphore, pétrole) et les chocs climatiques vont renchérir les prix des denrées et pourraient créer la « tempête du siècle » à l'horizon 2030 (chapitre 2). Ces conclusions sous-tendent la création du programme UK Global Food Security et celles de nombreux autres projets participant de la prééminence de la notion de Global Food Security y compris après 2008.

Pour les auteur-e-s, la crise de 2008 ne trouve pas ses origines dans un déficit de production, mais dans une variété de facteurs au premier rang desquels la demande croissante de carburants, ainsi que des spéculations permises par la libéralisation des marchés alimentaires et la baisse des stocks de denrées dans les pays pauvres (encouragée par les pays riches affirmant que la libéralisation du marché agricole éliminera les besoins en stock). Ainsi que le montre Mittal dans une publication pour l'UNCTAD (2009), la production de céréales et d'oléagineux a augmenté aussi rapidement que la population entre 1970 et 2010, et la production par tête a même augmenté entre 2000 et 2008 alors même que les surfaces cultivées restaient stables. Pourquoi, dès lors, la crise n'a-t-elle pas fait l'objet d'un consensus en faveur de notions telles que la résilience, l'agroécologie et l'agriculture biologique ?

### Un verrouillage du débat

Si les critiques du modèle néolibéral de productivisme (accroissement de la production) ou de productivisme (accroissement de la productivité) peinent d'abord à se faire entendre, c'est que le débat est très rapidement restreint à « des exercices de prospective sur le futur de l'agriculture et de l'alimentation » (Chapitre 1). Le premier chapitre illustre comment, afin d'être admis au sein des réseaux de recherche internationaux, le modèle Agrimonde défendant une « alimentation durable » à l'encontre du paradigme de « sécurité alimentaire globale », a dû intégrer les codes dominants. Ceux-ci incluent un recours abondant à la prospective sur la base de matrices de prospection mathématiques préétablies (ainsi du modèle Aglink-Cosimo développé conjointement par la FAO et l'OCDE) ne prenant en compte que certaines variables, et un accent sur l'ingénierie économique. Le modèle Impact défendant l'intensification agricole notamment via l'utilisation de biotechnologies, en est un exemple. Pour se créer une audience, les concepteurs d'Agrimonde ont donc mis en place des stratégies bien précises. D'une part, le modèle avait recours à de la prospective, un module quantitatif (Agribiom) et reprenait plusieurs conclusions du rapport des

9 Il a également travaillé pour la FAO ce qui met en exergue les « vases communicants » à l'œuvre entre les gouvernances nationale et internationale.

Nations unies : « Évaluation des écosystèmes pour le millénaire », base de travail de nombre des autres rapports. D'autre part, il a participé au projet initié par la Banque mondiale pour évaluer la qualité des connaissances sur le secteur agricole et des politiques publiques attenantes. Le chapitre 1 révèle ainsi comment le projet Agri-monde est parvenu à s'imposer en reprenant les points de départ conceptuels du cadre dominant. L'objectif était de déplacer la focale du débat en ajoutant une dimension de « pilotage par l'aval (nutrition, consommation) », qui s'oppose à la plupart des modèles se focalisant uniquement sur la dimension productive.

Le chapitre 2 montre comment, afin de neutraliser les partisans de l'agroécologie et de l'alimentation durable, les modèles et organisations défenseurs de la Global Food Security (GFS) intègrent certaines de leurs critiques. Alors même que les défenseurs de « l'alimentation durable » affirment que les modes de production et de consommation actuels sont la cause du problème, la durabilité est par exemple reprise comme objectif principal de la GFS, à condition qu'elle ne s'oppose pas aux exigences de productivité. C'est le cœur de l'intensification durable, définie comme « l'augmentation des rendements sans impact environnemental négatif et sans extension des terres cultivées » par la Royal Society (Chapitre 2), et rendue possible par l'innovation et la spécialisation toujours plus forte. L'expression bien trouvée de « Yalta entre nature et (agri)culture » conciliant l'écologie et la biologie (mais dans une perspective de bioamélioration) résume parfaitement la reprise par le cadre dominant de la terminologie des modèles alternatifs : durabilité, écologie, biologique. L'agriculture biologique est de même disqualifiée au motif qu'il n'y a pas de réponse universelle au problème de la faim et que la production agricole serait trop soumise à un contexte géographique, climatique et institutionnel défini. L'exemple de l'Agri-tech, programme grâce auquel le Royaume-Uni tente de rattraper son retard dans le secteur agricole est éclairant et révèle la duplicité de ce programme public-privé. Des entreprises privées britanniques peuvent obtenir jusqu'à 2,5 millions de livres sterling pour travailler sur des solutions technologiques dans le domaine agricole en Afrique en candidatant à l'Agri-Tech Catalyst. L'objectif implicite pour le Royaume-Uni est de développer ses propres technologies agricoles qui seront par la suite revendues, sous couvert de l'aide au développement.

L'importance croissante du concept de « résilience » détaillée dans le chapitre 8 et graduellement reprise par la plupart des bailleurs de fond souligne que le débat n'est pas totalement verrouillé. La crise au Niger en 2005 suivie d'autres crises touchant les pays de la Corne de l'Afrique en 2011 démontrent aux bailleurs de fonds la né-

cessité d'adopter des agendas transversaux et de ne pas se limiter aux réponses humanitaires aux crises, mais de consacrer d'importantes ressources à la prévention de ces crises (transferts sociaux, accès à la propriété foncière facilité pour les petits producteurs et productrices, développement de la microfinance permettant d'acheter des intrants, etc.), lesquels s'inscrivent dans un cadre systémique. La notion même de « risque systémique » a été reprise par nombre de cénacles d'experts et d'organisations internationales à partir de 2019<sup>10</sup> <sup>11</sup>, et des solutions sont proposées par la communauté scientifique (e.g. Davis et al., 2021). Néanmoins, le bât blesse au niveau de la mise en place car la plupart des acteurs échouent à déssectorialiser leur agenda pour la sécurité alimentaire. Au Burkina Faso par exemple, les agendas « transversaux » rassemblent essentiellement des projets disparates peu ou pas coordonnés et qui laissent une place prépondérante au secteur agricole. Ainsi, les personnes en charge d'élaborer les politiques peuvent être affiliées au Ministère de l'Agriculture voire directement administrées par ce ministère, d'où des propositions de réformes très largement liées au secteur agricole.

### **Une difficile remise en cause de l'hégémonie**

Si les exemples de l'Inde et du Brésil révèlent que des progrès alimentaires peuvent être accomplis sous l'impulsion de la société civile, ils soulignent, en creux les difficultés liées à la remise en cause de la doxa dominante. En Inde, l'engagement d'une organisation de défense des droits civils et politiques dans un pays s'est traduit par la loi nationale de sécurité alimentaire (2013), prévoyant notamment une réforme du dispositif de distribution alimentaire et l'étendant aux 2/3 de la population et la constitutionnalisation du droit à l'alimentation. Néanmoins, Delphine Thivet affirme (chapitre 9) que « le soutien public à l'agriculture et la nécessité d'assurer l'accès à la terre des populations les plus vulnérables face aux grands projets de développement ne sont traités que de manière marginale, alors même que l'agriculture représente le principal secteur d'activité du pays » et que le biais productionniste resurgit fréquemment comme solution aux difficultés alimentaires. De plus, au Brésil, l'industrie agroalimentaire prend part aux réformes, entamant ce faisant leur portée transformationnelle.

En dehors de ces deux grands pays émergents, le pouvoir de régulation des pays en voie de développement va décroissant avec la levée progressive des « marketing boards », ces offices de commercialisation fondés par les producteurs pour contrôler les prix des denrées et qui bénéficient souvent de l'appui politique ou financier

10. FAO. 2021. The impact of disasters and crises on agriculture and food security: Rome.

11. IISD. 2020. Solving our Food Crisis Requires a Fundamental Transformation of the System.

des pouvoirs publics<sup>12</sup>. De plus, le secteur privé se réorganise afin d'obtenir un pouvoir d'influence, voire de décision plus important au sein des instances de gouvernance de la sécurité alimentaire. Cette captation du débat a pu être observée suite à la réforme du Comité pour la sécurité alimentaire mondiale. Cette réforme, en 2008, avait rencontré une résistance de la FAO qui voyait dans l'octroi de davantage de pouvoirs et rôles au CSA une menace à son encontre. Parmi les changements, l'instauration du Mécanisme de la société civile (MSC) et du Mécanisme du secteur privé (MSP) constitue un progrès notable en faveur des petites exploitations agricoles et des personnes souffrant de l'insécurité alimentaire. Ces dernières, ainsi que des ONG, sont invitées à prendre part à la fixation de l'ordre du jour, aux débats en séance plénière et réalisent des rapports annuels. Le chapitre 3 formule des critiques à l'encontre du Comité – échec de son rôle d'assistance technique, aucun État n'en ayant fait la demande ; suivi et évaluation de ses actions insuffisant malgré une évaluation indépendante en 2017. Le chapitre 4 s'avère plus virulent<sup>13</sup>, pointant les insuffisances de cette réforme. Les auteurs affinent la critique du Comité qu'ils avaient faite dans un rapport publié en 2016<sup>14</sup>, qui soulignait la fragmentation du Comité et le manque de coordination entre les organes de gouvernance. Les nouvelles critiques incluent le fait que la FAO mène des opérations de sabotage destinées à contrecarrer les publications du groupe d'experts fournissant des synthèses au CSA lorsque celles-ci s'opposent à son paradigme productiviste. De même, les membres du CSA sont très largement issus du secteur agricole (74% en 2013, en hausse par rapport à 2010), et « les acteurs intervenant sous la bannière de la sécurité alimentaire regroupent moins de 10% des participants ». Les acteurs de la société civile seraient insuffisamment dotés par rapport aux firmes transnationales et doivent concentrer leurs actions, d'où une audibilité moindre. À l'opposé, les lobbys et fondations privées, qui peuvent désormais accéder directement au CSA, sont mieux à même d'avancer leurs intérêts. Les fondations Rockefeller et Bill & Melinda Gates, œuvrant pour l'extension de la Révolution verte notamment à l'Afrique disposent d'une plus grande capacité d'influence. De même pour les entreprises fournissant des intrants et œuvrant pour la biofortification et autres groupes agroalimentaires dont la participation croissante aux plateformes multi-acteurs renforce leur influence politique. La critique des auteurs vise juste : en juin 2021,

12. L'action gouvernementale se trouve facilitée par le fait que l'offre est centralisée et que les fédérations de producteurs bénéficient de subsides.

13. Les auteurs de ce chapitre n'ayant, à ma connaissance, aucun lien avec le CSA, et ce contrairement aux auteurs du chapitre 3, cela pourrait constituer un des éléments expliquant la différence en termes de force critique et de constat général vis-à-vis du CSA.

14. Aubert, P. M., Brun, M., S. Treyer (2016) "Recent trends in the global governance of food and nutrition security: policy implications for the EU", IDDRI.

après la parution de l'ouvrage, La *Via Campesina* se solidarise avec une déclaration émise par le MSC et exprimait « sa profonde déception quant à la manière dont [le Comité de la sécurité alimentaire avait] mené les négociations au mois de mai 2021, afin de formuler des recommandations politiques sur les approches agroécologiques et autres approches innovantes ».

### Conclusion

La multiplicité des approches, le passage d'exemples concrets à des discussions plus théoriques sur la sociologie des institutions, et surtout de leur évolution, font d'*Un monde sans faim* un ouvrage extraordinairement dense et complexe. Les chapitres peuvent se lire indépendamment mais s'inscrivent dans une trame démonstrative qui résiste à la répartition des chapitres entre différents auteurs et auteures. Seul le chapitre 4 reprend étrangement la thématique du chapitre précédent « La réforme du CSA a-t-elle vraiment fait évoluer les débats ? » pour y apporter une réponse alternative.

À la suite de sa parution, *Un monde sans faim* a bénéficié d'une exposition modérée – le livre est principalement destiné au domaine académique –, avec deux revues mélioratives par les pairs : les sociologues Nicolas Larchet<sup>15</sup>, et Nathalie Kapko. L'ingénieur agronome Jean-Louis Rastoin publie un bref billet lui-aussi dithyrambique dans *Politique Étrangère* tandis qu'Antoine Bernard de Raymond est invité à parler de son livre à France Culture. Cet accueil fait honneur à l'ouvrage, qui a relevé l'objectif ambitieux de retracer les évolutions institutionnelles et paradigmatiques à la suite de la crise alimentaire mondiale de 2008.

L'ouvrage s'attaque à de nombreux sujets, acteurs, institutions, et présente le caractère protéiforme des questions de sécurité alimentaire, adoptant une approche transversale pour rendre compte du caractère multidimensionnel du problème de la faim et des solutions qui doivent lui être opposées. Dès lors, il est surprenant de voir que l'ouvrage ne fait pratiquement pas mention des travaux portant sur la gouvernance des institutions liées au développement en général et non seulement celles spécialisées dans l'aide à l'agriculture et la lutte contre la faim. En effet, de nombreuses critiques portant sur la FAO, les projets et publications sur l'alimentation réalisés par la Banque mondiale et leur biais productiviste, et le verrouillage du débat avaient été formulées dans la littérature sur le développement au cours des années 2000. Joseph Stiglitz n'est ainsi cité qu'une fois alors qu'il a été l'auteur d'une des critiques les plus marquantes de la doxa néolibérale au sein des organisations de Bretton Woods<sup>16</sup>. De

15. Gouvernement et action publique (pp. 121-125).

16. Globalization and its discontents (2002), tiré de son expérience à la tête de la Banque Mondiale.

même, le verrouillage du débat via des modèles économétriques, une lutte définitionnelle et des « double standards » entre les pays développés et ceux en voie de développement a été analysé en profondeur par Ha-Joon-Chang<sup>17</sup> (2002).

En réponse aux travaux de Jeffrey Sachs (2000) appelant à une augmentation de l'aide publique au développement et l'approvisionnement en céréales des pays pauvres par les pays riches, l'économiste Dambisa Moyo mettait déjà en garde sur les limites de l'aide au développement à la fin des années 2000<sup>18</sup>, formulant plusieurs des critiques d'*Un monde sans faim*. Parmi elles, ses effets pervers sur les petits producteurs et productrices, la déstabilisation des marchés locaux ou encore la contribution à l'inflation.

Certes, la science économique accapare trop le débat sur la sécurité alimentaire et les seize auteurs et auteures de l'ouvrage entament un juste rééquilibrage en le replaçant dans le champ des sciences sociales. Néanmoins, le choix éditorial de ne pas opérer de jonction avec la littérature sur l'économie du développement, alors même qu'elle reprend de nombreuses critiques et constats, interroge. À moins qu'il ne s'agisse d'un refus délibéré de filiation ?

## Bibliographie :

Antoine Bernard de Raymond (2015). Aligning competing risks? The UK Global Food Security programme. *Risk and Regulation*, pp.10-12. [hal-02630132](https://doi.org/10.1016/j.riskreg.2015.06.002)

Bernard de Raymond, A., Alpha, A., Ben-Ari, T., Daviron, B., Nesme, T. and Tétart, G., (2021). *Systemic risk and food security. Emerging trends and future avenues for research. Global Food Security*, 29, p.100547.

Chang, H. -J. (2002). *Kicking away the ladder*. Anthem Press.

Davis, K.F., Downs, S. & Gephart, J.A. (2021). *Towards food supply chain resilience to environmental shocks*. *Nat Food* 2, 54–65 <https://doi.org/10.1038/s43016-020-00196-3>

Duncan, J., (2015). *Global Food Security Governance: Civil Society Engagement in the Reformed Committee on World Food Security* (Routledge Studies in Food, Society and Environment). London: Routledge.

FAO (2021). *The impact of disasters and crises on agriculture and food security : 2021*. Rome, <https://www.fao.org/3/cb3673en/cb3673en.pdf>.

17. Son ouvrage *Kicking Away the Ladder* paru en 2002 révèle ainsi que le développement des pays occidentaux a été permis par la mise en place de mesures protectionnistes, ce qui est aujourd'hui dénié aux pays en voie de développement.

18. *Dead Aid : Why Aid is Not Working and How There is a Better Way for Africa*, publié en 2009, appelle de façon controversée à un arrêt progressif de l'aide publique au développement.

Godfray, H. C. J., Beddington, J. R., Crute, I. R., Haddad, L., Lawrence, D., Muir, J. F., Pretty, J., Robinson, S., Thomas, S. M., & Toulmin, C. (2010). "Food Security: The Challenge of Feeding 9 Billion People". *Science*, 327(5967), 812–818. <http://www.jstor.org/stable/40509896>

IISD (2020). *Solving our Food Crisis Requires a Fundamental Transformation of the System*. <https://www.iisd.org/articles/food-crisis-transform-system>

Klein, N. (2007). *The shock doctrine: the rise of disaster capitalism*. Toronto, Alfred A. Knopf Canada.

Larchet, N. (2021). Antoine Bernard de Raymond, Delphine Thivet (dir.) (2021). *Un monde sans faim. Gouverner la sécurité alimentaire*, Paris, Presses de Sciences Po. Gouvernement et action publique, 0110, 121-125. <https://doi.org/10.3917/gap.213.0121>

Mittal, A., (2009). *The 2008 Food Price Crisis: Rethinking Food Security Policies*. UNCTAD. [https://unctad.org/system/files/official-document/gds-mdpg2420093\\_en.pdf](https://unctad.org/system/files/official-document/gds-mdpg2420093_en.pdf).

Moyo, D. (2009). *Dead aid: Why aid is not working and how there is a better way for Africa*. New York: Farrar, Straus and Giroux.

Nathalie Kakpo (2021). « Antoine Bernard de Raymond et Delphine Thivet (dir.), *Un monde sans faim. Gouverner la sécurité alimentaire* », *Lectures, Les comptes rendus*. <https://doi.org/10.4000/lectures.51793>

OCDE (2022). *The global picture of Official Development Assistance. ODA to the agricultural sector*. [base de données]. <https://www.oecd.org/dac/financing-sustainabledevelopment/development-finance-data/>.

Sachs, J. (2006). *The end of poverty: Economic possibilities for our time*. New York: Penguin Books.

Stiglitz, J. E. (2002). *Globalization and its discontents*. New York, W.W. Norton.

Thivet, D., (2015). *Le travail d'internationalisation des luttes : le cas de la Via Campesina : une analyse croisée France-Brésil-Inde*, Sociologie. EHESS - Paris, 2015.

Retrouvez cette note sur le site d'Inter-réseaux

<http://www.inter-reseaux.org/>

Abonnez-vous !

[http://www.inter-reseaux.org/inscription\\_newsletter.html](http://www.inter-reseaux.org/inscription_newsletter.html)

Et pour des suggestions, des réactions, une adresse :

[veille@inter-reseaux.org](mailto:veille@inter-reseaux.org)

Réalisé le soutien de

